



Briefing sur le développement rural en Afrique Centrale
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing Régional n.1

***Accès à la terre, acquisitions de terres et développement rural:
nouveaux enjeux, nouvelles opportunités***

Yaoundé, Cameroun, 27-28 septembre 2010

<http://www.acpbriefings-fr.net>

Biodata des intervenants

Lorenzo Cotula – Institute for Environment and Development (IIED)

Lorenzo Cotula est un chercheur sénior en droit et en développement durable de l'International Institute for Environment and Development (IIED), un institut de recherche politique basé au Royaume-Uni. En collaboration avec des partenaires issus de pays à faibles et moyens revenus, l'IIED s'efforce de promouvoir un monde plus juste et plus durable grâce à la recherche, au développement des capacités et à l'action politique. Le travail de Lorenzo porte spécifiquement sur le rôle du droit dans le développement durable, en particulier en ce qui concerne l'aspect foncier, l'investissement et la gouvernance. Avant d'intégrer l'IIED en 2002, Lorenzo a effectué des missions pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que pour deux ONG italiennes. Il est diplômé en droit de l'université « La Sapienza » de Rome et a un master en développement de la London School of Economic. Il termine son doctorat à la faculté de droit de l'université d'Edimbourg.

Olivier De Schutter - Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation

Olivier De Schutter a été nommé en mars 2008 rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies et il exerce ses fonctions depuis le 1er mai 2008. Pendant son mandat de trois ans, il est chargé de suivre et faire rapport sur le droit à l'alimentation à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil des Droits de l'Homme. Spécialisé en droits de l'homme, il est professeur à l'Université catholique de Louvain et au Collège d'Europe (Natolin, Pologne). Il est professeur invité à la Columbia University et membre de la Global Law School Faculty de l'Université de New York. Il a été le secrétaire général de la Fédération internationale de la Ligue des Droits de l'Homme.

Ousmane Guindo – FAO, représentation de la FAO au Cameroun

M. Guindo, de nationalité canadienne, possède un B.Sc. en Agro-économie, un M.Sc. en Agro-économie (Politiques agricoles), un M.A. (Sciences économiques - Développement international) de l'Université Laval, Québec, Canada et un Ph.D. en Agro-économie (Politiques et commerce agricoles, marketing et économie des ressources naturelles) de l'Université de Guelph, Guelph, Canada. M. Guindo débute sa carrière en 1986 comme Fonctionnaire international, chargé de la recherche et de la formation et Représentant résident du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) en Haïti. De 1992 à 1993, il est nommé Coordonnateur de projet, Service des opérations spéciales de secours (TCOR), en Haïti. Ensuite, de 1994 à 1995, il est Maître de conférence et Associé de recherches en économie des ressources naturelles et de l'environnement à l'Université McGill, Montréal, Canada. En 1995, il devient Coordonnateur de projet pour le Service d'analyse des projets agricoles et de la sécurité alimentaire (ESAF) au Burkina Faso et, en 1996, Consultant international pour le Service d'alerte rapide et d'information globale (GIEWS) au Burundi. De 1997 à 1998, il travaille comme Coordonnateur de projet pour le Service d'analyse des projets agricoles et de la sécurité alimentaire (ESAF) au Tchad et, durant 1998, comme Consultant international pour le Service de gestion et de coordination des programmes spéciaux de sécurité alimentaire (TCOS) au Siège. En 1999, il est Consultant international pour l'Agence nigérienne de promotion de l'irrigation privée (ANPIP)-Banque mondiale au Niger. De 1999 à 2000, il travaille en qualité de Consultant international pour TCOS en Haïti et, en 2000, il est en Irak comme Consultant international pour le Service des opérations spéciales de secours (TCOR). En 2000, il est

Chef de mission pour le Centre d'investissement (TCII), chargé de la formulation de projets du PSSA financés par la Libye au Burkina Faso, Mali, Niger, Soudan et Tchad. Entre 2001 et 2003, il est Chef de l'Unité de suivi et évaluation pour le Service des opérations spéciales d'urgences (TCES) en Irak. De 2003 à 2007, il est Spécialiste de la sécurité alimentaire, TCOS, au Siège. En 2007, il devient Fonctionnaire Principal (TCOS), chargé de la supervision de la formulation et de la mise en œuvre du PSSA, des programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire (PNSA/PRSA) et de la Coopération sud-sud dans 15 pays francophones en Afrique de l'ouest et du centre. M. Guindo succède à Madame Diallo Ba en qualité de Représentant de la FAO au Cameroun.

Thobekile Hlongwane - Mondri

Thobekile Hlongwane est diplômée en marketing, en ressources humaines et en développement communautaire. Elle est également titulaire d'un diplôme en psychologie industrielle, matière dans laquelle elle se spécialise actuellement. Thobekile Hlongwane est en charge des questions foncières de BU Central. Elle s'occupe notamment des occupations de Mondri dans la province de Mpumalanga (d'Amsterdam à Piet Retief) et de Kwazulu Natal (de Paulpietersburg à Tygerskloof). Madame Hlongwane travaille dans le secteur du développement depuis plus de 10 ans. Elle a été pleinement impliquée dans le premier accord foncier forestier de Mondri, consistant en l'achat de terres par le gouvernement pour deux communautés à Kranskop en 2008.

Simplex Kambale - Forum des Amis de la Terre

Simplex Kambale Malembe, conseiller en développement Rural (T.D.R) et en Economie de Développement (licencié en économie de développement), a une histoire dans le monde du développement rural en RDC en général et en particulier en province du Nord Kivu où il opère depuis 1986. D'abord, chargé des Programmes au sein de ONG « COTEDER » Conseil Technique pour le Développement Rural, poste qui le conduira progressivement à une analyse des blocages d'une intensification agricole en région des hautes terres en territoires de Beni et Lubero, il sera aussi finalement chargé du volet éducation juridique et à la citoyenneté des paysans membres des organisations paysannes. C'est dans ce cadre que, vue l'ampleur des conflits fonciers et de ses conséquences non seulement sur l'intensification agricole mais aussi et surtout sur la sécurité sociale ou disons mieux sur la guerre. Il anime depuis trois ans le Forum des Amis de la Terre, une dynamique opérationnelle dans la sous région des pays des grands Lacs Africains. A ce titre, a animé plusieurs ateliers et participé à d'autres y compris plusieurs voyages d'échanges principalement à Madagascar, en Afrique de l'Ouest (Burkina, Niger). Il a aussi conduit des études sur la problématique foncière dans la province du Nord Kivu à 2007 et 2009 en collaboration avec le GRET et le CCFD. Actuellement, il est doctorant à l'université Pontificale de Porto Alegre PUC. Autour de la mise en place d'un mouvement social et la défense des droits fonciers des petits producteurs dans les pays des grands lacs africains.

Devlin Kuyek – GRAIN

Devlin Kuyek habite à Montréal au Canada. Il travaille depuis 2003 avec l'organisation GRAIN, dont il est le chercheur le plus actif, dans le domaine du commerce agricole mondial. GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif dont le siège se trouve à Barcelone en Espagne. Son travail est d'aider les petits exploitants agricoles et les mouvements sociaux dans leurs efforts pour créer un système d'alimentation basé sur la biodiversité et contrôlé par la communauté. Depuis 2008, dans cette optique, GRAIN répertorie et met en lumière la nouvelle course à l'achat ou la location de terres agricoles à l'étranger, stratégie destinée à sécuriser l'approvisionnement alimentaire de base ou uniquement axée sur le profit. GRAIN a publié plusieurs rapports sur le problème et gère le site Web farmlandgrab.org sur lequel il est possible de publier des documents. Avant de rejoindre GRAIN, Devlin était chercheur et programmeur pour plusieurs ONG et organisations d'agriculteurs en Asie. Il est actif au sein de plusieurs organisations et réseaux au Canada qui travaillent sur des problèmes liés à l'alimentation et à l'agriculture. Il est également l'auteur de *Good Crop/Bad Crop: Seed politics and the future of food in Canada* (2007). Devlin a un diplôme de master en sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal.

Jacky Le Gosles - DG SANCO, Commission européenne

Jacky est vétérinaire de formation qui a travaillé dans les services vétérinaires à partir de fin 1980, sur les maladies contagieuses des animaux comme chef du bureau adjoint au sous-directeur de la sécurité alimentaire et de 1994-1998 Directeur adjoint de la sécurité alimentaire, en charge de la délégation française au CCFH (Comité du Codex pour l'hygiène alimentaire de Washington). Depuis Janvier 1999, il a travaillé comme administrateur principal à l'Office alimentaire et vétérinaire (OAV), à la DG SANCO (santé et consommateurs), la Commission européenne en étant successivement directeur adjoint de l'unité et chef de l'unité portant sur les maladies animales, les denrées alimentaires d'origine animale la sécurité et le bien-être animal et à partir de Mai 2000 à la mi-avril 2008 Chef de l'Unité de traitement des maladies animales, les denrées alimentaires d'origine animale, la sécurité (oiseaux et poissons). Depuis la mi-avril, il est conseiller à la DG SANCO Direction D traitant de la politique européenne de voisinage (SPS aspects), la gestion et la formation en ce qui concerne les denrées alimentaires d'origine animale (en particulier les produits de la pêche) l'importation et le suivi des missions de l'OAV sur la santé animale et le bien-être aux États membres.

Ralf Leonhard – FIAN

Le Dr. Ralf Leonhard est journaliste indépendant. Né en 1955 à Vienne en Autriche, il a obtenu son diplôme d'avocat à l'Université de Vienne (1978). Il est également titulaire d'un diplôme de l'Académie Diplomatique de Vienne (1980). Entre 1982 et 1996, il a assuré la couverture de nombreux conflits sociaux et armés en Amérique centrale pour le compte de diverses publications et radios européennes. De 1993 à 1996, il a occupé le poste de rédacteur-en-chef du magazine bimestriel *Nueva Tierra Nuestra* distribué dans toute l'Amérique latine. Depuis 1996, il rédige depuis Vienne des articles relatifs tant aux affaires autrichiennes qu'internationales. Il siège au conseil d'administration de la section autrichienne de la FIAN (*FoodFirst Information and Action Network*, Réseau d'Information et d'Action pour le droit à se nourrir) et a participé à plusieurs missions d'enquête sur le droit à l'alimentation dans le monde entier. Dans le cadre de la FIAN, il a également écrit diverses études quant au droit à l'alimentation et est co-auteur d'une étude portant sur le *land grabbing* (accaparement de terres) au Kenya et au Mozambique, publiée en 2010.

Aurore Mansion, Gret

Anthropologue de formation, Aurore Mansion est chargée de projet et d'études au sein du Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques, spécialisée sur les questions de foncier et de politiques foncières. Elle a d'abord travaillé sur les questions de sécurisation de la tenure foncière en milieu urbain dans le cadre d'opérations de restructuration de quartiers précaires à la périphérie de grandes villes (Nouakchott, Mauritanie). Elle a ensuite réalisé et suivi une série d'études et de travaux en milieu rural en Afrique de l'Ouest (Bénin, Mali, Sénégal, Burkina Faso), Centrale (Burundi, RDC, Rwanda) et en Asie du Sud-est (Viet Nam, Cambodge). Depuis 1996, elle assure le secrétariat et l'animation du Comité technique « Foncier et développement » de la Coopération Française, ainsi que l'administration du portail « Foncier et développement ». Elle a participé à coordonner les nombreux travaux réalisés dans ce cadre (livre blanc des acteurs français de la coopération, document d'analyse et de proposition que les appropriations de terres à grande échelle, etc.). Elle réalise aujourd'hui à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales une thèse en anthropologie centrée sur le rôle des forums hybrides dans la construction des politiques de coopération sur le foncier.

Thierry Matabishi Musole - Aide et Action pour la Paix

Thierry Matabishi Musole, âgé de 26 ans, juriste de formation (licencié depuis 2007 de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs), militant des droits humains, engagé à contribuer à la promotion de la paix et la résolution pacifique des conflits et fonciers en particulier, 'amoureux' de la recherche-action, dévoué à la justice et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, dévoué à la promotion du respect des droits des enfants et l'accès équitable à la terre pour tous et aux vulnérables en particulier. Avec une base considérable en Droit congolais et comparé et une expérience avérée dans le domaine de protection humanitaire. Bonnes facilitation et compétence dans le cadre de l'autonomisation des communautés. Bonne expérience dans la mise en œuvre des programmes de développement et d'urgence. J'ai travaillé comme Officier de Protection avec « World Vision International » de 2008 à juin 2009. Actuellement, je travaille comme Directeur Général d'une ONG nationale à l'Est de la RD CONGO qui s'appelle Aide et Action pour la Paix (AAP). Une structure qui œuvre dans le domaine du Droit foncier avec un lien au développement (régime foncier, accès à la terre, gestion et transformation des conflits fonciers, plaider en faveur des réformes légales et institutionnelles...). Langues parlées : swahili, français, lingala et anglais. J'ai travaillé comme consultant au sein des OSCs, du PNUD au Nord Kivu et j'ai participé à des ateliers et séminaires internationaux en Hollande, au Cambodge, au Rwanda voisin, au Burundi, etc.

Paul Mathieu – FAO, Unité des Régimes Fonciers

Paul Mathieu est Senior officer au sein de l'unité dédiée aux régimes fonciers et à la gestion des terres du département des ressources naturelles et de l'environnement de la FAO. Économiste et spécialiste en sciences sociales de formation, il est docteur en études environnementales et a travaillé comme universitaire et chercheur (Institut d'études du développement, Université catholique de Louvain-la-Neuve, Belgique, et comme visiteur à l'université de Madison au Wisconsin), avant d'intégrer la FAO en 2002. Il a également travaillé sur des missions courtes avec de nombreuses ONG (belges et britanniques) et a abondamment publié sur les régimes fonciers, la gestion locale des ressources naturelles africaines, le développement durable, ainsi que sur les conflits et les dynamiques institutionnelles en Afrique.

Patrice Mezui - CEEAC

Patrice Mezui, 43 ans, est expert financier au Bureau Régional de la Banque africaine de développement (BAD) à Libreville depuis 9 ans, en détachement à la Communauté des Economie des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) dans la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Conservation des Ecosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCo). Il assure la supervision financière de ce programme et parallèlement la gestion administrative et financière du projet de mise en œuvre de la politique régionale de l'eau dans les pays de la CEEAC. A la BAD, il s'occupait de la formulation, l'évaluation, l'analyse économique et financière, le suivi et l'appui à la formulation de requêtes et recherche de financement des projets. Il coordonne aussi la réflexion sur la mise en place d'une plateforme de concertation au sein de la CEEAC en matière de gouvernance foncière. C'est à titre qu'il a pris part à la concertation régionale sur la gouvernance foncière en Afrique centrale et de l'Ouest tenue à Ouagadougou en juin 2010 et à la séance parallèle organisée par les deux Communautés régionales. Au cours de cette expérience, il a pris part dans la sous-région aux réunions et travaux dans les secteurs forêt et environnement, principalement (i) aménagement, stratégie de développement, cadre institutionnel, gestion et financement des parcs nationaux au Gabon ; (ii) mise en place des systèmes d'informations forestiers (SIF) en Afrique centrale ; (iii) conservation et gestion durable des forêts et transformation plus poussée du bois en Afrique centrale. Il participe aux réunions du Conseil d'Administration de l'Agence Internationale de Développement de l'Information Environnementale (ADIE) et Comité de Direction du Fonds Forestier du Bassin du Congo (FFBC) administré par la BAD.

Serge Ngendakumana - ICRAF West and Central Africa

De nationalité burundaise, Serge Ngendakumana fait partie des chercheurs du World Agroforestry Centre (ICRAF) en Afrique occidentale et centrale. Ce socio-agronome et environnementaliste se spécialise dans la sociologie de l'innovation, l'analyse politique et le développement organisationnel. Il a rejoint l'ICRAF en décembre 2005 en tant qu'expert pour l'expansion du projet ICRAF/USAID (LAMIL) au Mali, en Guinée et en Sierra Leone. Avec deux maîtrises en agronomie et en sciences de l'environnement, ses principaux domaines de recherche sont les incitants naturels de base et les mécanismes de récompense dans le contexte du changement climatique ; les systèmes forestiers de propriété foncière et la gouvernance des ressources forestières dans les tropiques humides. Ces 11 dernières années, son travail s'est focalisé sur les bio-statistiques et la physiologie végétale, la recherche participative pour le développement axée sur des technologies et des approches de partenariat avec des instituts nationaux d'extension de la recherche, des universités, des ONG, des organisations communautaires et de la société civile, principalement en Afrique centrale et occidentale. Il a participé à de nombreux rapports et publications. Depuis 2008, Serge Ngendakumana prépare une recherche de doctorat sur les facteurs agroforestiers favorables au renforcement des moyens de subsistance et à la conservation de la biodiversité.

Mathieu Perdriault - GRET

Mathieu Perdriault est en charge du développement et des projets de l'association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelle (AGTER, agter.asso.fr) depuis avril 2009. Il a collaboré à ce titre à l'animation de la réflexion relative à l'appropriation et à la concentration massive des terres agricoles dans le monde menée par un groupe de travail réunissant les membres du comité technique « Foncier et Développement », des acteurs de la coopération française, des représentants du Groupe Interministériel français sur la Sécurité Alimentaire (GISA) et des représentants d'organisations de solidarité internationale (au cours de réunions organisées en 2009 et 2010). Il est l'un des co-rédacteurs de la synthèse des analyses et propositions élaborées par ce groupe de travail, intitulée: « Les appropriations de terres à grande échelle. Analyse du phénomène et propositions d'orientations » (AFD, MAEE, juin 2010).

Mathieu Perdriault est titulaire d'un Master d'Economie Agricole Internationale (Biotechnologies, Sécurité alimentaire et Développement durable, Université Paris XI, Orsay, 2002) et d'une maîtrise de biologie cellulaire et physiologie (Université Paris XI, Orsay, 2001). Il a par ailleurs suivi en 2003 et 2004 les enseignements de la maîtrise de philosophie et sciences politiques de l'Université Paris VII, Denis-Diderot. Il a, précédemment à son entrée au sein de l'association AGTER, occupé des postes d'animation dans des réseaux syndicaux et associatifs agricoles français (Confédération paysanne, ADEAR).

Christian Prétot – Neo Ecology Oil

A la fin d'une brillante carrière en tant que Officier de Marine, en 2004, Christian Prétot s'est intéressé au Jatropha et, après plusieurs mois d'étude, notamment à Madagascar, il a créé New Ecologic Oil, NEO SA en 2007. Il a constitué alors une équipe d'agronomes et de spécialistes afin d'évaluer le potentiel réel et vérifié de ce matériel végétal. Son expérience et son éducation lui ont permis d'avoir une approche économique et sociale de ce secteur d'activité en adéquation avec les réalités du terrain. Avec NEO, son objectif est aujourd'hui de développer une activité de production d'huile de Jatropha sur le continent Africain en mettant en place des accords d'exploitation avec les acteurs locaux. Depuis, il a effectué nombreuses études analysant de manière objective l'implantation de cette culture. Celles ci ont d'abord porté sur la capacité du Jatropha à s'adapter aux différentes conditions environnementales (notamment sa plasticité phénotypique). Très vite les conditions socio-économiques sont apparues comme très importantes dans le cadre d'une exploitation à grande échelle, notamment l'association au projet de la population locale, pour affirmer sa pérennité. En 2009, il a obtenu la rédaction d'un bail sur Madagascar de 30 000 ha. Sans être véritablement remis en question, la crise politique Malgache, a néanmoins placé le projet en attente. Il a toujours le soutien de l'administration Malgache et de WWF dans l'attente du rétablissement de la situation locale.

Prime Rupiya - ACORD Burundi

Ingénieur Agronome de formation, Monsieur Prime Rupiya, de nationalité burundaise, travaille avec ACORD au Burundi en qualité de chargé de programme de consolidation de la paix. Il a une grande expérience de travail dans le domaine de renforcement des capacités des associations impliquées dans le développement communautaire et sécurité alimentaire en général et dans la transformation des conflits sociaux et réintégration socio économique des victimes des guerre en particulier. Il a participé dans la conception du modèle de contrat social pour une cohabitation pacifique et la relance du développement participatif et inclusif en faveur de communautés divisées par les conflits. Ce modèle basé sur le dialogue, les négociations et la planification sensible aux conflits a été partagé avec d'autres intervenants dans les domaines de l'Humanitaire et de développement dans la région des Grands Lacs d' Afrique. En Plus du diplôme d'Ingénieur agronome, Monsieur Prime Rupiya continue des ses études de Maîtrise en Leadership and Management à l'Université Lumière de Bujumbura en collaboration avec « Development Associates International in association with the Center for Organizational Excellence at Eastern University, Colorado Springs, USA.

Meghan Sapp - Partners for Euro-African Green Energy

Meghan Sapp est administratrice déléguée de *HG Consulting.eu BVBA* et secrétaire générale de *Partners for Euro-African Green Energy (PANGEA)*, deux organisations basées en Belgique. Elle a fondé *HG Consulting.eu BVBA* en 2006 dans l'intention de développer des projets durables de biocarburants en Afrique via un transfert de technologies brésiliennes, européennes et américaines. Bien avant l'apparition du terme « durabilité » dans l'industrie des biocarburants, Madame Sapp a considéré que le secteur privé et l'aide au développement devaient pouvoir se rencontrer afin de générer un développement durable au niveau économique, social et environnemental. Meghan Sapp a créé PANGEA en 2008 à la demande des ministres du commerce des pays moins développés ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) afin de faire pression en Europe pour soutenir l'émergence des industries bioénergétiques en Afrique.

Harris Selod - Economiste en chef, Groupe de développement rural, Banque Mondiale

Harris SELOD est docteur en économie et économiste senior au département de la recherche de la Banque Mondiale, base à Washington. Avant de rejoindre la Banque mondiale, il était chercheur en France à l'Institut Nationale de la Recherche Agronomique et professeur à l'Ecole d'économie de Paris et à l'Ecole Polytechnique. Une part importante de ses travaux académiques portent sur les marchés fonciers et l'organisation des espaces urbains, ruraux et périurbains. Ses travaux à la Banque Mondiale portent sur les politiques et la gouvernance foncière, et en particulier sur les politiques de formalisation de la tenure foncière. Il a contribué pour la Banque Mondiale à la mise en œuvre d'un cadre d'analyse de la gouvernance foncière, pour identifier à partir d'indicateurs à l'échelle d'un pays les enjeux spécifiques de gouvernance foncière et les priorités de réforme. Ce cadre d'analyse de la gouvernance foncière peut également être utilisé pour le suivi des progrès réalisés et les échanges de bonnes pratiques en termes de gouvernance foncière entre pays. Il est l'un des principaux contributeurs au rapport de la Banque mondiale, sur les acquisitions de terres à grande échelle.

Pabamé Sougnabé - Laboratoire de recherches vétérinaires et zootechniques

Pabamé Sougnabé est chercheur au Laboratoire de Recherches Vétérinaires et Zootechniques (LRVZ) à N'Djaména au Tchad. Titulaire d'un doctorat en socio-économie de développement à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) de Paris en France, il mène depuis 2004 de recherche sur la problématique des pratiques foncières en savane tchadienne. Dans le cadre du Pôle de Recherche Appliquée au Développement des Savanes d'Afrique Centrale (PRASAC) qui est une institution spécialisée de la CEMAC en matière de recherche, Monsieur Pabamé SOUGNABE coordonne sur le plan régional le programme de recherche portant sur les pratiques foncières en Afrique centrale regroupant trois pays : le Cameroun, le Tchad et la République

Centrafricaine. Sa communication s'inscrit dans ce programme et porte sur « l'évolution des pratiques foncières dans les zones de savane en Afrique centrale ».

Blondeau Talatala - Assemblée Nationale du Cameroun

Hon. Talatala Blondeau, est couronné de plusieurs titres universitaires obtenus au Cameroun, à Montpellier et à Paris en France jusqu'en 1997 dans le domaine du développement rural. Il est donc Ingénieur Agronome économiste. Il a exercé sa carrière d'Agronome de 1987 à 2007 tour à tour comme Professeur au Collège Régional d'Agriculture d'EBOLOWA dans le Sud du Cameroun, notamment la génétique des plantes et comme Chargé d'études à la Direction de la Faune et des Aires Protégées du Ministère des Forêts du Cameroun, puis comme Directeur National pour le Cameroun de l'Agence Internationale pour le Développement de l'Information Environnementale en Afrique centrale. Depuis juillet 2007, l'Hon. TALATALA Blondeau est Député à l'Assemblée Nationale du Cameroun où il est Conseiller technique du réseau des parlementaires pour la gestion durable du massif forestier du bassin du Congo et Responsable du groupe thématique « capital naturel ». Parallèlement, il est Coordonnateur au Cameroun du Réseau Polyvalent des organisations d'appui en information et communication pour le Développement Rural (UNGC-REPADER) qui est actuellement en partenariat avec le CTA. Il a effectué dans le domaine de la biodiversité plusieurs travaux de consultation dont : avec l'Union Mondiale pour la Nature concernant l'élaboration du « Plan d'Actions Stratégiques Biodiversité de l'Afrique Centrale en 2000 ; avec la Banque Mondiale concernant l'étude de faisabilité et de mise en place du Système d'Information sur la Biodiversité au Cameroun en juillet 2000.

Michael Taylor – International Land Coalition

Depuis 2006, Michael Taylor est en charge du programme consacré à la politique mondiale et à l'Afrique du secrétariat de la Coalition foncière internationale (ILC). L'ILC est une alliance mondiale de 84 organisations collaborant à la promotion d'un accès sûr et équitable aux terres pour les populations pauvres et du contrôle de cet accès grâce à l'action, au dialogue et au développement des capacités. Michael est de nationalité botswanaise. Il se consacre depuis 15 ans à la gestion des ressources naturelles communautaires et aux questions foncières en Afrique et dans le monde. Avant d'intégrer l'ILC, il a géré un projet pour le PNUD/PNUE portant sur la gestion des terres de parcours communautaires dans les zones arides africaines. Il a également enseigné l'anthropologie du développement aux universités d'Édimbourg et du Botswana et a publié de nombreux documents sur les interactions entre l'homme et son environnement. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences environnementales et en études africaines avec spécialisation de l'Université du Cap, ainsi que d'un doctorat en anthropologie sociale de l'Université d'Édimbourg. Il a été boursier Wenner-Gren entre 1996 et 2001.

Lionel Vignacq – Ministère des Affaires étrangères, France

Lionel Vignacq est diplômé d'études supérieures en économie et en gestion (3ème cycle). Conseiller de coopération et d'action culturelle auprès de l'ambassade de France au Cameroun depuis juillet 2010, il a été précédemment chef du pôle réforme de l'Etat et gouvernance territoriale de 2009 à 2010 après avoir été chef du bureau de la modernisation de l'Etat et de la gouvernance locale à la Mission de la gouvernance de la direction de l'économie globale et des stratégies de développement du Ministère français des affaires étrangères de 2007 à 2009. Il a aussi été conseiller adjoint de coopération et d'action culturelle auprès de l'ambassade de France au Mali de 2003 à 2007, attaché de coopération auprès de l'ambassade de France au Bénin de 1999 à 2003 et chargé de mission au bureau de l'Etat de droit et des libertés publiques du Ministère de la coopération de 1995 à 1999.